

ETRANGER



RDC

Martin Fayulu exige une nouvelle élection dans 6 mois

Alors que le président Félix Tshisekedi a désormais l'onction officielle des chefs d'Etat de l'Union africaine après avoir prononcé son tout premier discours au 32ème sommet, l'opposant Martin Fayulu continue ses appels à boycott...

PAGE 4

ECONOMIE



PND 2018-2022

Le gouvernement accorde la priorité aux femmes

Le Plan national de développement (PND) accorde une place importante aux femmes propriétaires d'entreprises. Le PND table sur un objectif de 28% de femmes propriétaires d'entreprises. L'accès ...

PAGES 5

Fimo 228

La mode se donne rendez-vous à Lomé

Pour la sixième fois consécutive, Lomé, la capitale togolaise accueille le Festival international de la mode togolaise, du 20 au 25 février prochain...

PAGE 9

Gouvernement Klassou 2

Pour un début, les nouveaux ministres rassurent

Le gouvernement deuxième formule du Premier ministre Komi Selom Klassou a été constitué il y a à peine un mois. Inutile de dire que les faits et gestes des membres de la nouvelle équipe sont scrutés à la loupe par la presse et les Togolais dont les attentes ...



PAGE 3



Élections locales

Les organiser va permettre de « renforcer la démocratie au Togo », Selon David Gilmour

Le Togo se prépare pour les élections locales. Ces élections restent une priorité pour les autorités togolaises. Le pays a besoin de ces élections pour consolider sa décentralisation et renforcer la démocratie. Des voix s'élèvent dans les représentations diplomatiques du pays pour appeler à l'organisation de ces élections. La dernière en date, c'est l'appel lancé par David Gilmour pour attirer l'attention du pouvoir ...

PAGE 3

DERNIERES MINUTES

Une conférence de presse sur le premier Forum économique Togo-UE aujourd'hui

Le ministre du Commerce et la responsable de la Cellule climat des affaires seront face à la presse aujourd'hui à l'hôtel Sarakawa à Lomé. Objectif ? Annoncer les couleurs du premier Forum économique Togo-Union Européenne prévue pour mi-juin 2019. Hier, une réunion préfigurait la conférence de presse. Elle a été présidée par le Premier ministre, avec autour de lui, la directrice de Cabinet de la présidence de la République, le Secrétaire général de la présidence ...

PAGE 3

Situation politique au Togo

L'ex-ministre Kako Nubukpo se positionne-t-il en arbitre entre les acteurs traditionnels?



PAGE 11

	SOMMAIRE	<p>Guinée-équatoriale / Biens mal acquis Le fils du président Obiang acquitté par la justice suisse</p>  <p>P 4</p>	<p>Infrastructures Le futur échangeur du Togo vous étonnera à plus d'un titre</p>  <p>P 5</p>	<p>Musique Kerozen Dj, toujours dans la victoire</p>  <p>P 9</p>	<p>Affaire de jeunes filles en transe Que se passe-t-il au juste dans la préfecture de Tchoudjo ?</p>  <p>P 11</p>
---	-----------------	---	--	--	--

Société civile et pouvoirs publics

Quel type de collaboration pour un développement harmonieux de notre pays ?

La société civile dans un pays a un rôle très important à jouer. Le travail de cette catégorie d'acteurs de la société est un baromètre de bonne gouvernance. La société civile est très sollicitée au niveau national comme international. C'est pourquoi le type de collaboration qui existe entre elle et les gouvernants impacte fortement la gestion du pays et les retombées qui en découlent pour les populations.

La société civile est l'auto-organisation de la société en dehors des cadres étatique et commercial. Elle est composée d'associations, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'églises, de syndicats, de groupes sociaux professionnels. La société civile est en dehors des structures étatiques et des entreprises du secteur privé qui eux font plutôt du profit. Les organisations de la société civile selon leur statut sont à but non lucratif. Cela leur permet de défendre librement les intérêts de la population sans forcément rien attendre en retour. La

société civile constitue donc un contrepoids face aux gouvernants qui peuvent abuser de leur pouvoir. Elle ne s'identifie en tout cas à aucun groupe politique. Mais cela ne l'empêche de collaborer sur des sujets d'intérêt national avec les autres groupes sociaux dont les partis politiques tout en faisant bien sûr attention de ne pas se faire phagocyter. Sa collaboration avec l'Etat doit être aussi solide, parce que la société civile ne pourra véritablement avoir de l'impact sur le terrain que si elle a l'adhésion des autorités. D'ailleurs pour avoir l'agrément et être

reconnu sur le terrain et ensuite rechercher des partenaires extérieurs, il faut la bénédiction des pouvoirs publics. Il ne sert donc à rien de se mettre à dos les autorités publiques. La société civile et l'Etat doivent travailler main dans la main en respectant toutefois chacun sa limite. La société civile n'est pas là pour accompagner l'Etat même lorsqu'elle se rend compte que certaines actions lésent les populations. Elle a la responsabilité d'attirer l'attention des gouvernants sur ce qui ne va pas. Beaucoup d'organisations de la société civile agissent ainsi dans notre pays en



tout cas. Par exemple, lors du forum politique de haut niveau sur les Objectifs de développement durable (ODD) à New York, la société civile se déplace avec le Premier ministre pour la présentation du rapport, mais elle est tenue d'élaborer son rapport alternatif. C'est dire qu'elle n'est pas obligée de s'aligner sur les

positions de l'Etat. Mais la société civile ne doit pas non plus rechercher la confrontation dans ses actions. En définitive, une excellente collaboration entre la société civile et les pouvoirs publics participe à la réussite des actions sur le terrain et en fin de compte au développement de nos communautés.

Edem Dadzie

Lutte contre la corruption et le blanchiment

Le Giaba forme les magistrats, enquêteurs de la police, de la gendarmerie et de la douane

Le Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'ouest (Giaba) renforce les capacités des magistrats, des enquêteurs de police, de la gendarmerie et de la douane. Cette formation a été organisée avec l'appui de l'Union européenne. Elle permettra de lutter contre la corruption et le blanchiment d'argent.

La session de formation a été ouverte lundi 11 février par Cristina Martins-Barreira, ambassadeur et chef de Délégation de l'Union européenne au Togo. L'Union européenne lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent. Pour ce faire, elle met les moyens pour mieux

outiller les acteurs afin d'endiguer le phénomène. « Je dois réaffirmer le ferme engagement de l'Union européenne en faveur de la bonne gouvernance, de la transparence, de la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et le terrorisme » a déclaré Cristina Martins-Barreira à

l'ouverture des travaux de cette rencontre.

Le blanchiment d'argent a des répercussions sur le développement et sur la sécurité du pays. Pour lutter efficacement contre le phénomène, les autorités togolaises ont adopté en juillet 2015 une loi portant création de la Haute autorité



Cristina Martins-Barreira

de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (Haplucia). Une cellule de renseignement financier a aussi été créée. Selon les informations, de nouvelles missions ont été

confiées aux institutions déjà existantes dans ce domaine. Des mesures préventives ont aussi été adoptées pour impliquer les institutions financières afin de lutter contre le fléau.

Félix Tagba



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG. LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Essoyodou Awih

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES MINUTES

...et le ministre du Commerce ainsi que les ambassadeurs français et allemands. L'un des objectifs dudit Forum est de stimuler, de promouvoir et de mobiliser l'investissement européen en direction du Togo et de vendre le pays comme une destination accessible, durable et sécurisée. Démarche très noble, quand on sait surtout que l'un des projets chers au

Togo est le Plan national de développement (PND). Ainsi, les organisateurs qui visent un pic de 400 participants, dont 300 entrepreneurs européens misent sur des fonds dans le domaine de l'énergie, des infrastructures et de l'agroalimentaire.

Le weekend dernier, au cours du Forum Business Afrique organisé par le Conseil des investisseurs français en Afrique (CIAN) à Paris, le PND du Togo a reçu des ovations. La thématique

du Forum à savoir : « Innovation, nouveaux modèles : le dynamisme des économies africaines », a permis au Togo de se révéler l'un des meilleurs innovateurs. Sur plusieurs aspects, le Plan national de développement 2018-2022 a été apprécié par les participants à cette assise des hommes d'affaires et investisseurs du continent africain, des membres du MEDEF et d'autres investisseurs. Au cœur de cette appréciation des participants, le Mécanisme

incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques, la stratégie en matière de promotion des énergies renouvelables, l'inclusion financière, ... Un des moments forts de la rencontre a été la présentation du Baromètre de l'investissement, réalisé pour la première fois par le CIAN, *basé essentiellement sur la perception que les opérateurs économiques ont de l'évolution des économies africaines et de leurs perspectives. Pour réussir à positionner le

Togo dans cette rencontre de haut niveau, une forte délégation du Togo constituée de membres de gouvernement et d'acteurs du secteur privé était au front. Entre autres, il y avait le Ministre du commerce Kodjo Adedze, accompagné de Sandra Johnson conseillère du président de la République, de Germain Meba, président de la Chambre de commerce du Togo et de Calixte Madjoulba, l'Ambassadeur du Togo en France.

TM

Gouvernement Klassou 2 Pour un début, les nouveaux ministres rassurent

Le gouvernement deuxième formule du Premier ministre Komi Selom Klassou a été constitué il y a à peine un mois. Inutile de dire que les faits et gestes des membres de la nouvelle équipe sont scrutés à la loupe par la presse et les Togolais dont les attentes sont nombreuses et multifformes. Le sachant, les ministres actuels font de leur mieux pour rassurer la population. S'il est encore trop tôt pour parler d'un bilan même à mi-parcours, ces derniers sont visiblement sur une bonne trajectoire.



Vue partielle des ministres du gouvernement Klassou 2

Aucun gouvernement ne fera l'unanimité et celui-ci non plus. Mais il faut reconnaître que l'équipe Klassou 2 a reçu moins de critiques que les gouvernements précédents. Certains gouvernements dans notre pays dès leur constitution connaissent

un lynchage systématique. C'est vrai que certaines déclarations sont plutôt guidées par des intérêts politiques, puisque chez nous, il est souvent trop compliqué aux opposants d'apprécier positivement les actions du parti au pouvoir. On voit le mal partout.

Toutefois, il faudrait faire remarquer des vérités sont dites dans ce lot de critiques. Certains ministres sont parfois des personnalités à polémique, même s'ils ont les compétences nécessaires pour faire le travail. Il y en a qui ont un passé trouble, peut-être à un poste

ministériel déjà occupé ou à un autre poste de l'Etat. D'autres, déjà dans leur curriculum vitae, parcours, apparence et manière de s'exprimer, ne rassurent pas. On a déjà vu des ministres qui devant les caméras et face aux micros des journalistes perdent la voix. Et pour finir, il y avait aussi des ministres dont on ne sait exactement pas le rôle. Les gens avaient l'impression que ces derniers prenaient un salaire pour ne rien faire.

A l'inverse, les membres du gouvernement actuel donnent l'image de personnalités qui savent d'où elles viennent et où elles vont. D'ailleurs dès leur nomination, chacun s'est mis au travail. L'on a vu le ministre Kossivi Egbetogno de la Culture accompagné de son collègue Kanfitine Issa Tchede de l'Equipement rural et de Yark Damehane de la Sécurité se rendre à la fête de Tingba pab dans le grand Tône, et surtout habillés en

tenues du milieu. Monsieur Kanfitine a d'ailleurs esquissé des pas de danses du terroir montrant par-là que la veste et le bureau climatisé ne l'ont pas transformé.

En Hommes de terrain, Ils se sont ensuite rendus sur le site de construction du pont qui va surplomber le fleuve Kpendjal. Le ministre de l'Agriculture, Noël Bataka s'est aussi rendu sur le terrain, tout décontracté c'est-à-dire en tenue de combat comme on le dit de façon vulgaire. Le ministre de l'Environnement, le professeur David Oladokun n'est pas du reste. Leurs attitudes et leurs différentes sorties sur le terrain démontrent d'ailleurs qu'ils maîtrisent les domaines pour lesquels ils ont été nommés. L'heure du bilan n'est pas encore arrivée, mais en maintenant le cap, ce gouvernement a la possibilité de répondre vraiment aux attentes de nos compatriotes.

Edem Dadzie

Élections locales

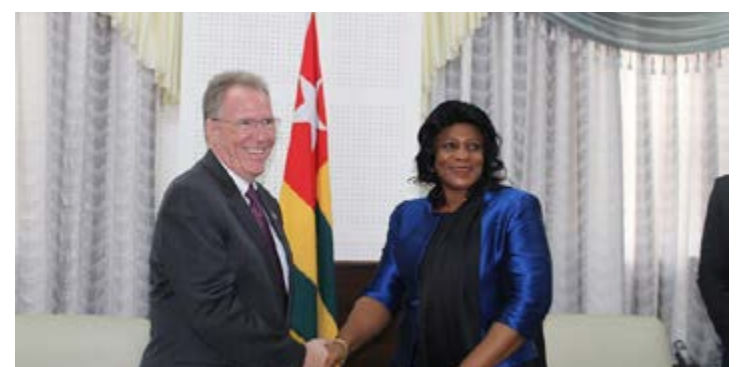
Les organiser va permettre de « renforcer la démocratie au Togo », Selon David Gilmour

Le Togo se prépare pour les élections locales. Ces élections restent une priorité pour les autorités togolaises. Le pays a besoin de ces élections pour consolider sa décentralisation et renforcer la démocratie. Des voix s'élèvent dans les représentations diplomatiques du pays pour appeler à l'organisation de ces élections. La dernière en date, c'est l'appel lancé par David Gilmour pour attirer l'attention du pouvoir politique sur la nécessité d'organiser les élections locales.

Selon l'ambassadeur des Etats-Unis au Togo David Gilmour, il est primordial que le Togo organise les élections locales. Reçu en audience lundi par la présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodi Tsegan, l'ambassadeur des Etats-Unis au Togo a indiqué que la tenue des locales «

est très importante pour renforcer la démocratie au Togo ». Les élections locales ont été plusieurs fois reportées pour être mieux organisées et permettre à toutes les localités du pays d'en tirer profit et de contribuer au développement du pays. Des précisions sur les activités

pouvant contribuer à la réussite de ces élections devront être faites au chef de l'Etat. Aucune date n'a encore été retenue pour ces élections locales. Selon les informations, elles devraient se tenir au cours de cette année. La rencontre entre



David Gilmour et Yawa Djigbodi Tsegan

Yawa Djigbodi Tsegan et David Gilmour a permis aux deux personnalités de discuter aussi des réformes institutionnelles et constitutionnelles,

du renforcement de la démocratie et des institutions togolaises et du rôle que joue l'Assemblée nationale.

Yaovi Adelan

Guinée-équatoriale / Biens mal acquis**Le fils du président Obiang acquitté par la justice suisse**

Il aura été l'attraction de ce chapitre sur les poursuites de dirigeants africains sur les biens mal acquis. Pendant plus de 2 ans de poursuites pour blanchiment d'argent, le fils du président de la République équato-guinéenne sera sauvé par l'article 54 du code pénal Suisse. Teodorin Obiang est acquitté, mais avec le versement de quelques millions d'euros que l'on pourrait appeler « des mesures compensatoires ».

L'Etat équato-guinéen s'est engagé à verser 1,3 million d'euros pour l'entretien de l'« Ebony Shine » -dont la valeur est estimée à 100 millions d'euros. L'entretien de ce yacht depuis l'instruction de l'affaire aurait coûté 2000 euros par jours à l'Etat suisse. Malabo a également consenti à la vente des 25 voitures de luxe. Leur valeur globale n'a pas été estimée, mais il a été décidé que le produit de la

vente ira à une organisation internationale pour un projet humanitaire en Guinée équatoriale sous l'égide du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Mais pour arriver à ce verdict, c'est au bout d'une négociation longue que Teodorin Obiang a réussi à se tirer des filets de la justice suisse. Le Ministère public a finalement classé, jeudi 7 février, le dossier des poursuites pour blanchiment

d'argent qui l'impliquait, lui, ainsi que deux intermédiaires suisses qui travaillaient pour l'Etat équato-guinéen.

Le Parquet suisse s'est notamment appuyé sur l'article 54 du code pénal qui stipule « Lorsque l'auteur a réparé le dommage ou accompli tous les efforts que l'on pouvait raisonnablement attendre de lui pour compenser le tort qu'il a causé, l'autorité compétente renonce à le

**Teodorin Obiang**

poursuivre, à le renvoyer devant le juge ou à lui infliger une peine: si les conditions du sursis à l'exécution de la peine sont remplies ; et si

l'intérêt public et l'intérêt du lésé à poursuivre l'auteur pénalement sont peu importants ».

T.M.**Côte d'Ivoire****Après la démission de Guillaume Soro, le président du Sénat sur la sellette ?**

Après la démission du président de l'Assemblée nationale, qu'en est-il du président du Sénat ? Jeannot Ahoussou-Kouadio n'est pas apparu non plus au congrès RHDP du 26 janvier. Par conséquent, l'ancien Premier ministre, PDCI, devrait quitter ses fonctions à en croire du moins les préceptes énoncés le mois dernier par plusieurs hauts cadres RHDP.

Après l'épilogue le 8 février du feuillet de la démission de Guillaume Soro, les regards se tournent maintenant vers le président du Sénat. Le PDCI Jeannot Ahoussou-Kouadio ne s'est pas rendu non plus au Congrès RHDP du 26 janvier. Mais depuis, l'ancien Premier ministre d'Alassane Ouattara s'est fait silencieux.

Quoi qu'il en soit, si le président du Sénat devait suivre le même chemin que Guillaume Soro, les choses ne pourraient se passer de la même façon. Le Sénat n'est toujours pas au complet (33 de ses 99 membres restent à nommer par le président Ouattara). Il n'a jamais siégé, et ses prérogatives ont même été transférées à l'Assemblée en septembre dernier. Impossible donc de convoquer une session extraordinaire pour lire devant les sénateurs son discours de démission.

« Ouattara ne voit pas Jeannot Ahoussou-

Kouadio comme un véritable adversaire politique. Il a un réseau, un ancrage territorial qui pourrait servir en temps voulu », explique le politologue Sylvain N'guessan. « Ils vont l'affaiblir, le neutraliser, mais le laisser à son poste, s'il n'est pas trop offensif contre le RHDP », estime-t-il encore.

Pourtant le 18 janvier, le président du Sénat avait longuement expliqué son intention de rester au PDCI, invoquant ses « 40 années de militantisme », et sa volonté de ne pas se rendre au Congrès « pour des raisons personnelles ». Le président du Sénat a en tout cas été reçu fin janvier par Alassane Ouattara. Mais contrairement à ce qui s'est passé pour Guillaume Soro, aucune annonce n'a encore été faite quant à une éventuelle démission ou sur une possible entente entre les deux hommes.

T.M. et Rfi.fr**RDC****Martin Fayulu exige une nouvelle élection dans 6 mois**

Alors que le président Félix Tshisekedi a désormais l'onction officielle des chefs d'Etat de l'Union africaine après avoir prononcé son tout premier discours au 32ème sommet, l'opposant Martin Fayulu continue ses appels à boycott des résultats issus de la présidentielle du 30 décembre 2018 en RDC. Dans une lettre qu'il a adressée à la Commission de l'Union le 8 février 2019, l'opposant malheureux a appelé l'Union africaine à créer un « comité spécial » pour la vérification de la « vérité des urnes », et à refaire les élections dans 6 mois maximum.

L'opposant a introduit sa correspondance par une lourde charge à l'encontre de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) qui, dans un « souci de pérennisation du système Kabila (...), a tout simplement fabriqué des résultats qu'elle a publiés en ignorant de manière cynique la souveraineté du peuple congolais », écrit Martin Fayulu.

Si les élections ne sont pas rejouées, prévient-il, « les Congolais ne croiront plus aux élections et ce sera une défaite pour la démocratie qui aura des répercussions au-delà de la République démocratique du Congo ». Si l'Union africaine semble avoir définitivement tourné la page des élections congolaises, en désignant le 10 février Félix Tshisekedi deuxième vice-président de l'UA, l'opposant autoproclamé « président légitime de la RDC » juge néanmoins sa proposition « réaliste ». Le candidat malheureux à la présidentielle du 30 décembre 2018, propose à l'organisation panafricaine de créer « un comité spécial de l'Union africaine pour la vérification de la vérité des

**Martin Fayulu**

urnes en RDC afin de lever le voile sur le vrai président de la République ainsi que les vrais députés élus ». Dans le camp Tshisekedi, la requête de l'ancien allié Fayulu a été accueillie sans trop d'attention. « C'est une perte de temps. Nos amis n'ont qu'à s'organiser autrement, croire qu'on peut organiser des élections dans six mois, c'est de la folie... », affirme Rubens Mikindo, secrétaire général adjoint du parti de Tshisekedi, l'Union pour la démocratie et le progrès

social (UDPS). « Ils n'ont pas été capables de nous présenter des preuves de leur prétendue victoire. C'est peine perdue », a-t-il ajouté.

Crédité de 34% des suffrages exprimés à la présidentielle du 30 décembre 2018, l'opposant Martin Fayulu a saisi la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples pour faire rétablir ses droits après avoir tenté en vain de le faire devant les juridictions congolaises.

T.M.

Forum UE-Togo**Les relations économiques durables et pérennes entre le Togo et l'UE au cœur de la rencontre**

Les choses se précisent pour le Forum Union européenne-Togo. Prévu du 13 au 14 juin prochain à Lomé, ce forum aura pour thème : « Bâtir des relations économiques durables et pérennes entre le Togo et l'UE ». 300 investisseurs européens sont attendus à cette importante rencontre de Lomé.

Lomé abrite du 13 au 14 juin 2019 le premier forum entre l'Union européenne(UE)et le Togo. Les détails de ce forum ont été présentés hier au Premier ministre Selom Klassou. La rencontre a réuni la directrice de cabinet du chef de l'Etat, le secrétaire général de la présidence et le ministre en charge du Commerce. L'ambassadeur-chef

de Délégation de l'Union européenne au Togo Cristina Martins-Barreira, des représentants français et allemands ont également pris part à cette réunion.

Le Forum UE-Togo a pour objectif de promouvoir le pays et d'en faire une destination accessible, durable et sécurisée. Il vise aussi à encourager

l'investissement européen au Togo. Le pays a besoin de ces investissements pour financer son Plan national de développement (PND).

Le Forum va donc permettre d'accroître ces investissements étrangers au Togo estimés à 147 millions de dollars en 2017. Selon les experts, ces investissements sont pour l'heure trop faibles.



Le Forum UE-Togo regroupera 400 participants dont 300 entrepreneurs européens

Environ 400 participants sont attendus à cette première rencontre entre l'UE et le Togo. Parmi eux 300 entrepreneurs européens fouleront le sol

togolais. Le projet d'organisation de ce forum est piloté par la Cellule climat des affaires. Félix Tagba

Source : Republicoftogo

Infrastructures**Le futur échangeur du Togo vous étonnera à plus d'un titre**

Les Togolais se demandent à quand la construction d'un échangeur digne de ce nom au Togo. Beaucoup comparent les échangeurs des autres pays de la sous-région comme le Ghana, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire à ceux de notre pays. Quid du projet de construction de l'échangeur au carrefour GTA ?

Le projet de construction d'un échangeur au carrefour GTA est en gestation depuis plusieurs années déjà. La maquette de cet échangeur a été présentée en 2015 à Arthème Ahoomey-Zunu, alors Premier ministre du Togo. Il s'agit d'un gigantesque projet dont le coût est estimé à plus de 156 milliards de FCFA.

La maquette de l'échangeur a suscité beaucoup de curiosité. Selon les responsables de l'Agence de développement urbain et municipal (Citafric), l'entreprise qui l'a réalisée,

« ce projet comporte un viaduc en pont dalle en béton armé à 10 travées de longueur totale de 166,84m sur fondation superficielle, un pont dalle courbe en béton armé à 8 travées de longueur totale de 278,82m sur fondation superficielle».

Cela devrait faire de cet échangeur l'un des plus imposants et beaux de la sous-région. Il va permettre de rendre plus fluide le trafic urbain. L'échangeur devra aussi contribuer à l'embellissement et au renforcement du rôle de Lomé comme ville-capitale moderne selon les

responsables de l'Agence Citafric.

Pour l'instant la date de démarrage de la construction de cet échangeur n'est pas encore connue.

La politique des grands travaux a permis de construire plusieurs infrastructures. Cette politique est renforcée par la mise en œuvre du Plan national de développement (PND 2018-2022). Le premier axe de ce Plan prévoit la mise en place d'un « hub logistique d'excellence et le développement d'un centre d'affaires de premier



La maquette de l'échangeur du carrefour GTA

ordre dans la sous-région ». Les infrastructures et le transport routier sont l'un des domaines d'intervention de cette stratégie de développement du pays.

La construction de cet échangeur va soutenir la croissance économique du pays et sortir des populations de l'extrême pauvreté.

F.T.

PND 2018-2022**Le gouvernement accorde la priorité aux femmes**

Le Plan national de développement (PND) accorde une place importante aux femmes propriétaires d'entreprises. Le PND table sur un objectif de 28% de femmes propriétaires d'entreprises. L'accès au crédit par les femmes est l'autre aspect qui tient à cœur aux autorités togolaises. Le Plan vise un accès au crédit pour 44% de femmes.

Au Togo, le nombre d'entreprises créées par les femmes en 2018 était de 2 701 entreprises. Ce chiffre est en hausse par rapport à 2017. Les femmes jouent un rôle important dans l'économie togolaise. Elles contribuent à hauteur de 48% au PIB du Togo. Une participation importante qui attire l'attention des autorités togolaises. Sur toute l'étendue du

territoire, les femmes développent plusieurs activités génératrices de revenus. Elles réalisent leurs activités dans les plusieurs secteurs comme le commerce, l'industrie et le service.

D'ici à 2022 le nombre de femmes propriétaires d'entreprises va augmenter. Selon les prévisions du PND, 28% des femmes togolaises devront avoir

leurs propres entreprises. Ce pourcentage était de 22,42% en 2015.

Pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin, les femmes bénéficieront de plusieurs avantages pour mieux développer leurs activités.

Plusieurs femmes travaillent dans l'informel. L'Etat a mis en place une série d'initiatives pour promouvoir ce secteur à l'instar du Fonds national

de la finance inclusive (FNFI) qui a pour objectif de rapprocher les services financiers des groupes les plus vulnérables à travers un système de prêts.

Elles vont aussi profiter des avantages qu'offrent les nouvelles dispositions du code général des impôts, du livre des procédures fiscales et du code des douanes.

Le nouveau code général des impôts prévoit par exemple le réaménagement des faveurs fiscales pour les contribuables relevant

des Centres de gestion agréés (CGA) et d'autres structures publiques d'encadrement du secteur informel. Les entrepreneurs non adhérents aux CGA mais appartenant à une structure d'encadrement et de promotion du secteur informel comme la Délégation à l'organisation du secteur informel (Dosi) ou l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb) auront une réduction de 40% au titre de l'impôt synthétique pendant 2 ans.

F.T.

Sommet Union africaine

Bilan de l'année politique panafricaine de Paul Kagamé à la tête de l'UA

L'Union africaine (UA) est à un tournant de son existence. Le Rwandais Paul Kagame qui a présidé pendant un an la conférence des chefs d'Etat de l'UA cède la présidence tournante à son homologue égyptien Abdel Fatah al-Sissi. L'homme a marqué de son empreinte l'organisation panafricaine, en imposant des réformes qui avaient pour objectif de la moderniser et de lui redonner sa souveraineté politique. A-t-il réussi? Quels ont été les principaux succès et échecs de la présidence Kagame? Togo Matin vous l'offre l'opportunité dans ce dossier de passer en revue une année politique panafricaine riche en drames, déconvenues et quelques avancées.



Paul Kagamé

L'un des enjeux de cette rencontre annuelle panafricaine, tenue les 10 et 11 février 2019, est le passage de témoin entre le chef de l'Etat rwandais Paul Kagame et son homologue égyptien, Abdel Fatah al-Sissi. Le temps est au bilan. Pour la plupart des participants à ce sommet qui sont venus des quatre coins du continent, la présidence Kagame à la tête de l'UA a été « un modèle de bonne gouvernance mêlant l'autorité et

la vision à long terme », comme l'a déclaré au micro de RFI, un jeune diplomate du Burkina Faso. Son collègue sénégalais s'est contenté de secouer la tête en signe de consentement. Pourtant les diplomates africains n'étaient guère avares de critiques lorsqu'il y a un an, le président rwandais se trouvait à la tribune de l'UA pour être adoubé par son prédécesseur, le Guinéen Alpha Condé.

Le visage d'un remonte-pente

L'homme fort du Rwanda, Paul Kagame est au cœur du système politique qui s'est mis en place au sortir du génocide de 1994. Il est crédité du bilan économique spectaculaire que connaît le pays des Mille Collines qui, après avoir été totalement détruit, affiche

aujourd'hui en moyenne entre 6 et 8% de taux de croissance, avec un revenu annuel par tête d'habitant remonté de 150 dollars à 700 dollars. La chute de deux tiers de la mortalité infantile, l'élargissement de l'assurance-maladie qui couvre aujourd'hui 91% de la population,

des investissements massifs dans l'agriculture et le tourisme, le taux de corruption minimal (4e au dernier classement des pays africains de Transparency International) sont quelques-uns des « succès remarquables en matière de développement » pour lequel le Rwanda est régulièrement félicité par la Banque mondiale. Or, la personnalité de son président, ancien guérillero devenu chef de l'Etat, demeure une énigme. Il est considéré par ses admirateurs comme un visionnaire, mais par ses détracteurs comme un despote aux dérives autocratiques de plus en plus flagrantes. Il a gagné les élections avec des taux soviétiques de jamais moins de 90% et n'hésite pas à faire enfermer ses opposants les plus contestataires. D'où la réticence des uns et des autres

à lui confier les clefs de la maison UA lorsque la question s'est posée il y a deux ans. « Il faut dire qu'il s'est acquitté de ses responsabilités à la tête de l'organisation panafricaine tout à fait honorablement », déclare pour sa part Liesl Louw-Vaudran, chercheuse à l'Institut d'études et de sécurité (ISS) basé à Johannesburg et fine connaisseuse des institutions africaines. Et d'ajouter : « Malgré son autoritarisme et les critiques qui lui ont été faites l'accusant de ne pas consulter suffisamment ses pairs, force est de reconnaître que Paul Kagame a relevé avec détermination le défi des réformes qui devenaient urgentes si on voulait que l'UA demeure indépendante et écoutée. Il a su impulser un nouveau dynamisme à cette institution qui en avait vraiment besoin. »

Une équipe de technocrates



Le logo de l'Union africaine

Grand, maigre, au regard perçant, le président sortant de l'UA incarne l'esprit de réforme qui souffle aujourd'hui dans les couloirs du vaste complexe ultra-moderne qui est le siège de l'organisation continentale. C'est au sommet de Kigali en juillet 2016 que les chefs

d'Etat d'Afrique réunis lui avaient assigné la tâche de préparer un rapport sur la nécessité de changer de fond en comble les modalités de fonctionnement de l'UA. Auréolé de sa réputation de modernisateur de son pays, le président Kagame s'est mis au travail, en réunissant autour

de lui, pour commencer, une équipe de neuf technocrates les plus brillants, issus notamment de la Banque africaine de développement, des Nations unies et du cabinet McKinsey. Le rapport révolutionnaire préparé par cette équipe en un temps record a convaincu les chefs d'Etat et a valu à Kagame sa nomination à la tête de l'UA afin que celui-ci puisse lui-même mener à bon port ses projets. Les réformes proposées par l'équipe Kagame s'orientent dans deux directions et concernent principalement le financement et le fonctionnement de l'UA. Leur rapport rappelle que cette dernière n'avait pas les moyens de ses ambitions, son budget opérationnel de 800 millions de dollars étant financé à hauteur de 80% par des bailleurs de fonds occidentaux. D'où la nécessité de faire des économies.

Kagame et ses collaborateurs se sont proposé de resserrer les champs d'intervention de l'UA à trois domaines, nommément la paix et sécurité, l'intégration continentale et la diplomatie.

Ils ont recommandé de prélever une taxe de 0,2% sur les importations des Etats dans le but de constituer un « fonds pour la paix » destiné à financer les opérations de paix et sécurité. Parallèlement, dans un souci d'équilibrer le paysage réparti entre les grands et les petits pays, une réflexion a été lancée pour revoir les barèmes de cotisations des Etats de sorte que le total des contributions des cinq plus grands pays du continent ne soit pas supérieur à 40% du total du budget de l'organisation continentale. Objectif : contenir l'influence des grands.

donné suite à cette demande, perçue à Kinshasa comme un diktat. Un camouflet humiliant pour l'UA? « Il faut croire que

Paul Kagame a perdu la main », commente pour sa part la chercheuse sud-africaine.

Un marché de 1,2 milliards de consommateurs



Abdel Fattah al-Sissi, nouveau président en exercice de l'UA

Entre compromis et poursuite des négociations

Il aura fallu deux ans et pas moins de cinq sommets pour que l'équipe Kagame réussisse à aboutir à des compromis autour de ses principales propositions, alors que les discussions se poursuivent, deux ans après, autour des autres thèmes tels que la question des barèmes ou celle d'imposer des pénalités aux pays qui ne règlent pas leurs cotisations dans les délais impartis. En revanche, près de la moitié des 55 Etats membres ont accepté de payer une taxe de 0,2% sur leurs importations extra-africaines pour réduire la dépendance de l'UA à l'égard des bailleurs de fonds étrangers. « Ceci est indéniablement un succès, analyse Liesl Louw-Vaudran de l'ISS, même si les négociations se poursuivent avec l'autre moitié des pays qui ne veulent pas entendre parler de la taxe et préfèrent payer leurs quotes-parts selon d'autres modalités. » Un compromis a également été trouvé sur la question de la réduction du nombre des commissaires ramené de huit à six, en fusionnant le département de la paix et sécurité avec celui des affaires politiques et le commerce et l'industrie avec les affaires économiques. Les Etats membres demeurent toutefois debout contre la proposition de charger le président de la Commission de l'UA de nommer le vice-président et les autres

commissaires, ce qui est interprété par les Etats comme une perte de leurs prérogatives face à l'exécutif panafricain.

« La restructuration de la Commission reste un work in progress car aux yeux de nombreux chefs d'Etat, la Commission n'est pas autre chose, explique Liesl Louw-Vaudran, qu'un secrétariat de haut niveau et qui donc n'a pas pour vocation d'initier des idées. » Cette méfiance des Etats-membres à l'égard de la Commission, est un revers pour le tandem réformateur et complice qu'ont constitué pendant l'année écoulée le patron de la Commission de l'UA le Tchadien Moussa Faki Mahamat et le président sortant de l'UA, le Rwandais Paul Kagame. « Cette méfiance s'inscrit dans la rivalité historique entre les chefs d'Etat et l'exécutif de l'UA, explique l'analyste de l'ISS. La véritable déconvenue rencontrée par le tandem a été, à mes yeux, le rétro-pédalage de l'UA sur le contentieux électoral récent en République démocratique du Congo (RDC) ». Dans cette affaire, l'UA a en effet rompu avec sa tradition de réserve et de consensus, en contestant par voie de presse l'élection de Félix Tshisekedi à la présidence de la RDC, avant de demander le recomptage des voix. Comme l'on pouvait s'y attendre, les autorités congolaises n'ont pas

pendant, au moment où se déroulaient à Addis-Abeba les travaux préparatifs en prélude du 32ème Sommet de l'UA, le sujet sur toutes les lèvres dans les couloirs de l'organisation panafricaine n'était pas la maladresse politique du tandem exécutif Kagame-Mahamat. Les délégués s'inquiétaient plutôt de la poursuite ou non des réformes de l'organisation, avec l'entrée en scène d'un nouveau président de l'Union africaine, l'Egyptien Abdel Fattah Al-Sissi, qui souhaite imposer ses propres priorités. Les couloirs de l'UA bruissent aussi des rumeurs sur la possible prochaine entrée en vigueur de la zone de libre-échange continentale (Zlec). Adopté contre toute attente par les chefs d'Etat à Kigali, le 21 mars 2018, « le projet Zlec

ouvre la voie à la création d'un marché unique de plus de 1,2 milliard d'habitants », s'est enthousiasmé le commissaire pour le Commerce et l'industrie à l'UA, le Zambien Albert M. Muchanga.

52 pays ont déjà signé le projet, 19 parlements nationaux l'ont ratifié. Il manque trois ratifications pour que le projet soit définitivement adopté, en attendant que le Nigéria, le Bénin et l'Erythrée, les trois pays qui ne l'ont pas encore signé, entrent dans la danse. Pour nombre d'observateurs de l'Afrique et de son évolution, c'est sans doute le lancement de cette initiative visionnaire qui définira le mieux pour la postérité l'année de la présidence Kagame à l'UA.

Source: www.rfi

L'Union africaine (UA) est une organisation d'Etats africains créée en 2002, à Durban en Afrique du Sud, en application de la déclaration de Syrte du 9 septembre 1999. Elle a remplacé l'Organisation de l'unité africaine (OUA). La mise en place de ses institutions (Commission, Parlement panafricain et Conseil de paix et de sécurité) a eu lieu en juillet 2003 au sommet de Maputo au Mozambique. Son premier président a été le Sud-Africain Thabo Mbeki. Ses buts

sont d'œuvrer à la promotion de la démocratie, des droits de l'Homme et du développement à travers l'Afrique, surtout par l'augmentation des investissements extérieurs par l'intermédiaire du programme du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad). Ce programme considère que la paix et la démocratie sont des préalables indispensables au développement durable.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo

AVIS DE RECRUTEMENT

La société Print Factory pour assurer un meilleur développement de ses activités et répondre efficacement aux attentes de ses clients recrute un community manager et une assistante de direction pour le renforcement de son équipe.

1- Community manager

Vous serez chargé du pôle communication et de la gestion des contenus sur les réseaux sociaux.

Missions

- Déclencher les émotions grâce à la création des contenus percutants.
- Rédaction et publication des tweets
- Développer les relations avec les internautes
- Assurer la fidélisation des internautes
- Créer et animer une communauté
- Faire un suivi régulier des statistiques
- Veille informationnelle et concurrentielle
- Suivi et gestion des campagnes publicitaires

Profil

Ce poste est destiné aux titulaires d'un BAC +2 / 5 en communication et community management. Il s'avère primordial d'avoir un sens d'écoute et d'empathie afin de fédérer les internautes autour des valeurs de l'entreprise. Justifié d'une expérience d'au moins 1an dans le domaine.

Aptitudes

- Avoir le sens de l'organisation
- Travailler en équipe
- Maitriser le pack office
- Maitriser les logiciels graphiques (Photoshop, Adobe Illustrator, design)
- Avoir des notions en photographie
- Etre créatif

Dossiers de candidature

- Une lettre de motivation adressée à la direction
- Un curriculum vitae détaillé et actualisé
- Les dossiers peuvent être envoyés par mail sur l'adresse infos2prints@gmail.com

ou au secrétariat de ladite société au 32 rue tavié, 3ktk Avenue Augustino de souza dans le von de l'ancien bar réservoir en face de l'hôtel de la paix.

Contact : 22 22 94 51

Les candidatures féminines sont encouragées.

Date limite du dépôt des dossiers

Offre valable jusqu'au 14 février

2- Assistant (e) de Direction

Rattaché à la direction, vous serez chargé de la gestion administrative et de la comptabilité de la société.

Missions

- Gestion de l'agenda du Directeur Général
- Tenue de la caisse
- Accueillir et informer les clients
- Assurer le standard téléphonique
- Rédaction des courriers
- Gestion logistique
- Élaborer les dossiers d'appels d'offres
- Assurer la transmission de l'information au sein de l'équipe

Profil

Vous devez être titulaire d'un Bac +2 / 5 en management, assistant(e) de direction, communication ou tout autre diplôme équivalent. Justifié d'une expérience d'au moins 2ans dans le domaine.

Aptitudes

- Qualités rédactionnelles
- Bonne maitrise du pack office
- Excellentes capacités de synthèses
- Sens de l'organisation
- Rigoureux et être ponctuel

Dossiers de candidature

- Une lettre de motivation adressée à la direction
- Un curriculum vitae détaillé et actualisé
- Les dossiers peuvent être envoyés par mail sur l'adresse info2prints@gmail.com

ou au secrétariat de ladite société au 32 rue tavié, 3ktk Avenue Augustino de souza dans le von de l'ancien bar réservoir en face de l'hôtel de la paix.

Les candidatures féminines sont encouragées.

Seul les candidats sélectionnés seront contactés

Date limite du dépôt des dossiers

Offre valable jusqu'au 14 Février

Fimo 228

La mode se donne rendez-vous à Lomé

Pour la sixième fois consécutive, Lomé, la capitale togolaise accueille le Festival international de la mode togolaise, du 20 au 25 février prochain. La particularité de cette édition est la présence d'une dizaine de pays et de grandes personnalités du Make-up et de la mode.

Cet évènement culturel est un cadre de réflexion et d'échanges de compétences autour de la mode pour une Afrique intégrée et épanouie. Sont donc attendus au cours de la présente édition la maquilleuse française Lauren Morgan et les stylistes étrangers, Reda Fawaz du Liban, Thierry Nivaldo de la Mozambique, Siphon Mbuto d'Afrique du sud, Franz Auza d'Espagne,

Zacometi de Haïti et Parfait Ikouba du Cameroun.

L'idée première de ce festival de mode est de faire de notre pays une plaque tournante de la mode. « Nous voulons à travers ce festival, faire de Lomé un centre reconnu et incontournable de la mode en Afrique, nous voulons être la référence de la mode internationale au Togo et en Afrique et créer des opportunités entre

les acteurs nationaux et internationaux », a précisé Jacques Logoh, le promoteur du Fimo 228.

En outre, au plan national, seront présents des stylistes de renom à l'instar de Vicky Adakou, Desmo Design, Mem Cla, Kris Kali Fashion et Eamod Ayanick. En dehors du défilé de mode, il est prévu une formation des acteurs du domaine. Les fonds récoltés au cours de



cet évènement seront mis à la disposition d'un orphelinat de la place et d'un photographe

événementiel togolais, Innocent Kétémepe, pour des soins à l'étranger.

Nadia Edodji

Musique

Kerozen Dj, toujours dans la victoire

Le chanteur ivoirien Kerozen Dj s'impose sérieusement sur le plan musical. De l'Afrique de l'Ouest en France, la notoriété du jeune auteur du titre « Victoire » est incontournable. Avec sa chanson « Victoire » sortie en 2018, Kerozen Dj a été propulsé à un niveau inimaginable. L'ivoirien célébrera sa victoire pour longtemps, vu l'allure des événements.

En effet, Kerozen Dj va de succès en succès. Le morceau « Le temps », du chanteur ivoirien, devenu viral sur les réseaux sociaux, a été de surcroît joué dans un film français.

La nouvelle pourrait apparaître comme une farce pour plus d'un, et pourtant elle est belle et bien vraie. « Qu'est-ce qu'on a encore fait au bon Dieu ? » est le deuxième volet d'un film français à succès,

qui traite de la question du racisme sur une note très humoristique. Le réalisateur de ce film a décidé que « Le temps » de Kerozen en était une bande-son idéale.

Sur un extrait du film donc, on voit toute la famille au cœur de l'histoire en compagnie d'amis, se réjouir et danser sur cette musique. Un vrai bol d'air, une promotion idéale pour Kerozen Dj qui n'en demandait pas plus. Sur les réseaux sociaux, l'artiste a

annoncé la bonne nouvelle : « la musique de votre Kerozen utilisé comme générique je mets genoux à terre pour rendre gloire à Dieu », a exulté le jeune chanteur.

Dans cette chanson comme dans les autres, le chanteur ivoirien exhortait la génération présente au travail et à la détermination dans les tâches quotidiennes malgré les difficultés. Car pour cet artiste, chaque chose a



Kerozen DJ

son temps. « Ne te presse pas... si tu travailles dur tu as toutes les chances de t'en sortir », disait-il dans

cette chanson qui malgré le succès de « victoire » reste d'actualité.

La rédaction

Lire

«Les confessions» de Jean-Jacques Rousseau. Collection Casden. Pp 3

« ...Je forme une entreprise qui n'eût jamais d'exemple et dont l'exécution n'aura point d'imitateur. Je veux montrer à mes semblables un homme dans toute la vérité de la nature ; et cet homme ce sera moi. Moi, seul. Je sens mon cœur et je connais les hommes. Je ne suis fait comme aucun de ceux que j'ai vus ; j'ose croire n'être fait comme aucun de ceux qui existent. Si je

ne vaudrais pas mieux, au moins je suis autre. Si la nature a bien ou mal fait de briser le moule dans lequel elle m'a jeté, c'est ce dont on ne peut juger qu'après m'avoir lu. Que la trompette du Jugement dernier sonne quand elle voudra, je viendrai, ce livre à la main, me présenter devant le souverain juge.

Je dirai hautement : Voilà ce que j'ai fait, ce que j'ai pensé, ce que je fus. J'ai dit le bien et le mal avec la même franchise. Je n'ai rien tu de mauvais, rien ajouté de bon, et s'il m'est arrivé d'employer quelque ornement indifférent, ce n'a jamais

été que pour remplir un vide occasionné par mon défaut de mémoire ; j'ai pu supposer vrai ce que je savais avoir pu l'être, jamais ce que je savais être faux. Je me suis montré tel que je fus ; méprisable et vil quand je l'ai été, bon, généreux, sublime, quand je l'ai été : j'ai dévoilé mon intérieur tel que tu l'as vu toi-même. Être éternel, rassemble autour de moi l'innombrable foule de mes semblables ; qu'ils écoutent mes confessions, qu'ils gémissent de mes indignités, qu'ils rougissent de mes misères. Que chacun d'eux découvre à son

tour son cœur aux pieds de ton trône avec la même sincérité ; et puis qu'un seul te dise, s'il l'ose : Je fus meilleur que cet homme-là. Je suis né à Genève en 1712, d'Isaac Rousseau, citoyen, et de Suzanne Bernard, citoyenne. Un bien fort médiocre à partager entre quinze enfants ayant réduit presque à rien la portion de mon père, il n'avait pour subsister que son métier d'horloger, dans lequel il était à la vérité fort habile. Ma mère, fille du ministre Bernard était plus riche ; elle avait de la sagesse et de la beauté ; ce n'était pas sans peine que mon père l'avait

obtenue. Leurs amours avaient commencé presque avec leur vie : dès l'âge de huit à neuf ans ils se promenaient ensemble tous les soirs sur la Treille ; à dix ans ils ne pouvaient plus se quitter.

La sympathie, l'accord des âmes affermit en eux le sentiment qu'avait produit l'habitude. Tous deux, nés tendres et sensibles, n'attendaient que le moment de trouver dans un autre la même disposition, ou plutôt ce moment les attendait eux-mêmes, et chacun d'eux jeta son cœur dans le premier qui s'ouvrit pour le recevoir... »

CAN U20 Niger 2019

Les demi-finales se disputent ce soir

Les quatre équipes qualifiées pour les demi-finales de la Coupe d'Afrique des Nations U20 qui se joue actuellement au Niger, sont désormais connues. Le Nigeria, l'Afrique du Sud, le Sénégal et le Mali ont passé la phase de groupes et ont par la même occasion validé leur ticket pour la Coupe du monde des moins de 20 ans (U20), qui se disputera en Pologne l'été prochain, du 23 mai au 15 juin 2019.

La phase de groupe de la Coupe d'Afrique des Nations des moins de 20 ans, au Niger, s'est terminée le samedi 9 février 2019 avec les victoires du Sénégal face au Burkina Faso 5 buts à 1, et du Mali contre le Ghana 1 but contre 0. Les jeunes Maliens rejoignent les Sud-Africains, Nigériens et Sénégalais en demi-finales. Il ne restait plus qu'un ticket à prendre pour une

place dans le dernier carré de la Can juniors. Maliens et Ghanéens se sont disputés ce dernier billet lors d'une petite finale décisive ce samedi 9 février, à Niamey. Le Mali, troisième du groupe B au coup d'envoi, devait s'imposer pour passer devant le Ghana, et les Aiglons l'ont fait grâce à un but d'Hadji Dramé peu avant l'heure de jeu (1-0). A l'issue de la rencontre, le sélectionneur malien,

Mamoutou Kané a tenu à « féliciter ses joueurs qui ont su résister et marquer », avant d'ajouter au micro de notre correspondant au Niger, Ousmane favori. Nous n'avons rien à perdre ».

En effet, pour les Maliens, la tâche s'annonce délicate. Ils affronteront en demi-finale le Nigeria, septuple vainqueur de la compétition qui a fini premier du groupe A sans encaisser le moindre



but. L'autre duel opposera le Sénégal, facile vainqueur du Burkina Faso, samedi dernier, à l'Afrique du Sud, deuxième de la poule A. Les Sénégalais tenteront de disputer une troisième finale d'affilée.

Les demi-finales à

Niamey (Niger), se jouent aujourd'hui 13 février 2019: le Nigeria contre le Mali à 15h30, temps universel, et le Sénégal fera face à l'Afrique du Sud à 18h30, temps universel.

Attipoe Edem Kodjo

Carnet noir

Alfred Kolani du Desk Sport de la TVT n'est plus

Journaliste sportif, et responsable du Desk Sport à la Télévision Nationale Togolaise (TVT), Alfred Kolani est décédé à en croire de nombreux témoignages dans la soirée du lundi 11 février 2019 des suites d'une complication chirurgicale. En proie à un mal persistant depuis un temps, il était admis le mercredi 6 février au Pavillon militaire du CHU de Lomé-Tokoin pour des soins appropriés.



Alfred KOLANI

Bien connu des abonnés du petit écran, Alfred Kolani était aussi le 1er Vice-président du Bureau Exécutif de l'Association des Journalistes Sportifs du Togo (AJST) issu de l'Assemblée Générale Elective du 9 septembre 2016.

Passionné du reportage sportif durant ses années scolaires au CEG de Kara Sud selon les témoignages de ses anciens camarades; Alfred Kolani en fera une profession en faisant ses armes dans les années 90 au service reportage sportif de la Télévision publique togolaise de la TVT.

Il est ainsi parti rejoindre dans l'au-delà, d'autres journalistes sportifs bien connus à l'image de Messan Attolou, Kao Marius, Zéphyrin Eklou Agbéagbé, Roger Yao Dogan, Deh Kodjo Florent, Akakpo Yaovi Aholou, Théophile Boëvi Lawson, Ferdinand Sizing Edjario, Sanda Bassanda, Dodo Elekonawo, Stan O'cloo..... Compassion émue à la famille éplorée

Une contribution de Ekoué Satchivi

Ligue des champions / Ajax vs Real Madrid Frenkie de Jong incertain, Isco forfait, Benzema présent

Aujourd'hui, le Real Madrid se déplace à Amsterdam avec une liste de 23 joueurs pour affronter l'Ajax pour le compte des huitièmes de finale aller de la Ligue européenne des champions. Tous les joueurs madrilènes seront disponibles, à l'exception d'Isco et de De Jong, incertain, dans le camp de l'Ajax.

Pour les huitièmes de finale de la Ligue des champions face à l'Ajax, l'entraîneur du Real Madrid, Santiago Solari, pourra compter sur l'ensemble de son effectif, excepté Isco. Selon un communiqué du Real Madrid, le milieu de terrain souffrirait d'une dorsalgie cervicale aigüe et ne pourrait pas se rendre à Amsterdam. Ce qui n'arrange pas la situation actuelle de l'Espagnol. Très peu utilisé ces derniers temps, et également absent samedi dernier lors de la victoire des Madrilènes dans le derby face à l'Atlético de Madrid (3-1), Isco avait fait part de son mal-être et avait même posté un message sur Twitter disant regretter de ne pas avoir les mêmes opportunités que ses coéquipiers. La durée de sa blessure n'a pour le moment, pas été évoquée. Si Isco ne figure pas dans la liste à cause de son indisponibilité, Karim Benzema y est bel et bien inscrit. A deux jours



Ajax vs Real Madrid

de la huitième de finale aller, l'attaquant français avait été laissé au repos par Solari et n'avait pas participé à l'entraînement en raison d'une douleur au cou. Une simple précaution du staff madrilène pour le numéro 9 puisqu'il se rendra tout de même à Amsterdam. A noter également la présence du jeune gardien de 18 ans, Diego Altube. C'est une affiche européenne que pourrait

bien manquer la nouvelle recrue du FC Barcelone, Frenkie de Jong. Touché aux adducteurs, le milieu de terrain a dû quitter ses coéquipiers à la 79ème minute de la rencontre face à Heracles ce week-end. Sa participation pour l'affiche face aux Merengues est incertaine. L'entraîneur des Lanciers, Ten Hag, pourrait aussi se passer de son latéral Nicolas Tagliafico, touché au genou.

Attipoe Edem Kodjo



Affaire de jeunes filles en transe

Que se passe-t-il au juste dans la préfecture de Tchaoudjo ?

Depuis plusieurs jours, un phénomène suscite assez d'inquiétudes et cristallise toutes les attentions. Des jeunes filles élèves de la préfecture de Tchaoudjo tombent régulièrement en classe avec des manifestations proches de l'épilepsie. Le phénomène ne cesse de prendre de l'ampleur. Beaucoup de spéculations sont faites ici et là. Les autorités politiques, civiles, traditionnelles, religieuses et sanitaires doivent rapidement agir pour situer l'opinion.

Selon des informations d'un confrère contacté depuis Sokodé pendant l'émission Club de la presse à Kanal FM lundi dernier, jusqu'ici il est difficile de déterminer la cause réelle de ce phénomène. Les filles (puisque les garçons ne sont pas touchés), tombent périodiquement et à tour de rôle comme s'il s'agissait d'une contagion. Après quelque temps, tout redevient normal et le reste de la journée se

déroule sans problème. Plusieurs établissements scolaires tant publics que privés seraient concernés. Les filles victimes de tels malaises seraient âgées de 17-23 ans. Ce qui veut dire que toutes les autres femmes sont épargnées. Cette particularité du phénomène à toucher une cible donnée et de façon périodique amène beaucoup d'observateurs à pointer du doigt une cause spirituelle. A preuve, et selon toujours les

informations recueillies lors du Club de la presse lundi, les filles ont été envoyées à l'hôpital pour un prélèvement de sang afin de faire des analyses. Malheureusement, ces dernières sont rentrées en transe à ce moment précis entraînant une psychose, des prières par ici, des cris par-là, des courses... Face à cette situation et si le phénomène devait persister, les autorités tant administratives, traditionnelles que



Des jeunes filles sur le chemin de l'école

religieuses doivent prendre leurs responsabilités. Les causes doivent être recherchées à tous les niveaux possibles. Les gens n'hésitent pas à parler d'envoûtement, de conséquences de sacrifices faits dans

certaines circonstances, notamment au moment de la construction de ces établissements. D'autres même trouvent un lien avec la récente crise politique. Espérons que les jours à venir nous édifieront.

Edem Dadzie

Situation politique au Togo

L'ex-ministre Kako Nubukpo se positionne-t-il en arbitre entre les acteurs traditionnels?

Jusqu'à-là il était connu comme l'homme qui mène une croisade sans merci contre le FCFA. Même s'il a été ministre dans un précédent gouvernement de Faure Gnassingbé, le professeur économiste Kako Nubukpo ne se prononçait que sur les questions liées à la gestion de nos économies en Afrique et surtout à la monnaie. Ce n'est plus un secret pour personne, pour lui, il faut sortir du FCFA qu'il considère comme une monnaie de servitude et aller vers une monnaie communautaire. Mais dans une récente sortie et pour la première fois, il se prononce ouvertement sur la situation politique qui prévaut dans notre pays. Et visiblement il tente de se positionner en arbitre.

Le professeur Kako Nubukpo est l'un de ces ministres qui ont eu à laisser des traces après leur passage. Ministre de la Prospective et de l'Évaluation des politiques publiques, il avait initié l'élaboration de la vision Togo 2030. Avec une équipe pluridimensionnelle et pluridisciplinaire, il a entrepris une démarche

inclusive visant à recueillir les besoins en développement et en gouvernance sur l'ensemble du territoire. Mais il a dû quitter le gouvernement et selon ses propres mots, c'est le président de la République ivoirienne son excellence monsieur Alassane Ouattara qui a demandé au chef de l'Etat Togolais de ne plus le reconduire compte tenu



Professeur Kako Nubukpo

de ses positions contre le FCFA. Toutefois monsieur Nubukpo a poursuivi son chemin jusqu'à la Francophonie où il a été limogé il y a quelques mois, toujours à cause de ses prises de position. Malgré tout, notre homme poursuit

son combat contre le FCFA. Finalement il s'intéresse à la situation politique qui prévaut au Togo depuis un temps et surprend tout le monde par ses déclarations. «Le Togo ne pourra pas se construire avec un bloc contre un autre. Aussi, les

réformes constitutionnelles, institutionnelles et électorales qu'exige l'opposition ne semblent pas convenir à régler définitivement le mal togolais. Il faut aller au-delà », déclare l'économiste.

Le professeur des universités du Togo et d'ailleurs renvoie le pouvoir et l'opposition dos à dos. « L'erreur de la majorité et de l'opposition serait de ne prendre qu'un petit bout de la lorgnette et se dire qu'on va travailler là-dessus », a-t-il ajouté. Cette sortie fera certainement réfléchir plus d'un. Le professeur Kako Nubukpo prépare-t-il une carrière politique ? Ou se prononce-t-il tout simplement comme tout Togolais sur la situation socio-politique et économique de son pays ? Ces questions restent pour l'instant sans réponse.

Edem Dadzie

ACHETEZ & LISEZ désormais



SUR

MONKIOSK.com

www.monkiosk.com

OU

sur le portail

Lome.com

www.alome.com

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Concours Label PND

ouvert aux togolais de
+18 ans

LOTS À GAGNER

1^{er} PRIX
1.000.000

2^{ème} PRIX
500.000

3^{ème} PRIX
300.000

Dans le but de faire des citoyens togolais les véritables acteurs et bénéficiaires de toutes les actions du Plan National de Développement (PND) 2018-2022 du Togo, le gouvernement de la République togolaise lance le présent concours dénommé « MON LABEL PND ». Ce concours ouvert au grand public vise la création du logotype qui sera le label certifiant toutes les actions du Plan National de Développement du Togo.

Envoyez-nous votre proposition de logotype vectorisé à l'un des formats suivants : EPS, PDF ou JPEG au plus tard le 14 février 2019 à 23H 59mn à l'adresse mail suivant : concourslabelpnd@republiquetogolaise.com

- Pour plus d'informations sur le PND, allez sur le site www.republiquetogolaise.com et cliquez sur l'onglet PND
- Retrouvez le règlement intérieur du jeu sur le site : www.republiquetogolaise.com